



Notifié le

Notification reçue le

Publié le 26 DEC 2017

Certifié exécutoire, le Maire

Partie réservée au visa
de la Sous-Préfecture

Service : Voirie

POLICE DE CIRCULATION

rue Barthes

rue barrée - circulation et stationnement interdits

Le Maire de la Ville de Béziers,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2213-1 à L2213-6, L2212-2, L2212-5, L3221-4,

VU le Code de la Route, notamment les articles R417-10, R417-11 et L411-1,

VU le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L113-2, L115-1, L116-1 et suivants et R116-2,

VU le Code Pénal, notamment l'article 131-13

VU l'arrêté municipal du 14 Novembre 1955 sur la police de la circulation et du stationnement modifié,

VU le règlement de voirie adopté par délibération du Conseil Municipal du 25 février 2008,

VU la demande de l'entreprise SUEZ, en date du 20 Décembre 2017, qui souhaite effectuer des travaux de modification d'un branchement AEP, en occupant temporairement le domaine public rue Barthes.

CONSIDERANT qu'il importe de prendre les mesures nécessaires afin de préserver la sécurité des usagers de la voie publique,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : à compter du 22 Janvier 2018 et jusqu'au 02 Février 2018,

Rue Barthes :

- la rue sera barrée

- la circulation et le stationnement seront interdits et ce avec enlèvement immédiat des véhicules en fonction de l'avancement des travaux, l'accès aux riverains sera maintenu.

ARTICLE 2 : Dans le cas de déviations nécessaires ou de neutralisation des rues adjacentes rendues nécessaires pour l'application du présent arrêté, le requérant mettra en place la signalisation correspondante et les dispositifs de sécurité à destination des usagers, et en assurera la maintenance afin de garantir la circulation.

ARTICLE 3 : Les panneaux matérialisant ces mesures et la publicité par voie d'affichage seront mis en place par le requérant 7 jours avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : Le stationnement des véhicules en infraction aux dispositions du présent arrêté est déclaré gênant au titre de l'article R417-10 du Code de la Route.

ARTICLE 5 : Les services de police sont habilités à procéder à l'enlèvement de tout véhicule en infraction aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif, dans le délai de deux mois, à compter de sa notification.

ARTICLE 8 : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire Central de Police, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de Béziers, le

26 DEC 2017



Robert MENARD
Pour le Maire par délégation
L'Adjointe déléguée

Odette DORIER
Adjointe chargée de la Voirie, des Transports
du Stationnement et de la Signalétique

Pour Le Maire et par Délégation
L'Adjoint au Maire
Didier BRESSON



<p>Notifié le</p> <p>Notification reçue le</p> <p>Publié le 26 DEC 2017</p> <p>Certifié exécutoire, le Maire</p>	<p>Partie réservée au visa de la Sous-Préfecture</p>
---	--

Service : Voirie

POLICE DE LA CIRCULATION

PERMIS DE STATIONNEMENT

rue de la Rotonde

Chaussée rétrécie - Stationnement interdit sur 4 emplacements de parking - Stationnement autorisé pour un camion de déménagement - Réservation de la place

Le Maire de la Ville de Béziers,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-2, L.2212-5, L.2213-1 et L.2213-6 ;

VU le Code de la Route, notamment ses articles L. 325-1 et suivants, L. 411-1, R. 130-10, R.325-1 et suivants, R.411-1 et suivants et R.417-10 ;

VU le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L.113-2, L.116-1 et suivants et R.116-2 ;

VU le Code Pénal, notamment les articles 131-13 et R.610-5 ;

VU le Code de Procédure Pénal, notamment les articles 529 et suivants et R.48-1 et suivants ;

VU l'Arrêté Municipal du 14 novembre 1955 sur la police de la circulation et du stationnement modifié ;

VU le règlement de voirie adopté par délibération du Conseil Municipal du 25 février 2008 ;

VU la délibération n° 12 du Conseil Municipal du 15 décembre 2015 prenant acte du débat sur la politique tarifaire 2016,

VU la demande de l'entreprise DULAC Déménagement, en date du 19 Décembre 2017, qui souhaite effectuer un déménagement, en occupant temporairement le domaine public, rue de la Rotonde,

CONSIDERANT qu'il importe de prendre les mesures nécessaires afin de préserver la sécurité des usagers de la voie publique.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 : A compter du 15 Janvier 2018 et jusqu'au 16 Janvier 2018, le permissionnaire DULAC Déménagement (Siret n° 584 504 948 000 38), sis 155, rue Georges Sand - 42350 LA TALAUDIÈRE, est autorisé à occuper le domaine public au droit du n°17 rue de la Rotonde pour procéder à un déménagement.

Faute d'exécution dans ce délai et sauf reconduction expresse de l'autorisation, celle-ci sera réputée retirée.

ARTICLE 2 : Pour ce déménagement, les mesures suivantes sont prises :

Au droit du n°17 rue de la Rotonde :

- le stationnement sera interdit et uniquement autorisé pour le camion de déménagement et ce avec enlèvement immédiat des véhicules

Au droit du n°16,18, 20 rue de la Rotonde :

- la chaussée sera rétrécie

- le stationnement sera interdit sur 4 emplacements de parking et ce avec enlèvement immédiat des véhicules .

- la circulation se fera sur les emplacements de stationnement

- réservation de la place par l'intéressé.

Dans le cas de déviations nécessaires ou de neutralisation des rues adjacentes rendues nécessaires pour l'application du présent arrêté, le requérant mettra en place la signalisation correspondante et les dispositifs de sécurité à destination des usagers, et en assurera la maintenance afin de garantir la circulation.

ARTICLE 3 : Le requérant DULAC Déménagement est tenu d'acquitter le droit de voirie qui lui sera adressé, 155, rue Georges Sand - 42350 LA TALAUDIÈRE, par les services de la Trésorerie Municipale. Soit 42.40 € (quarante deux euros et quarante centimes) correspondant au sol occupé par un véhicule pour un déménagement, conformément au catalogue des tarifs établi par la Ville.

ARTICLE 4 : Les panneaux matérialisant ces mesures et la publicité par voie d'affichage seront mis en place par le requérant 7 jours avant le début des travaux.

ARTICLE 5 : Le requérant assurera la signalisation nécessaire de l'emprise du chantier par la mise en place des dispositifs de sécurité à destination du public.

Le véhicule devra être signalé et installé de manière à ne faire obstacle ni à l'écoulement des eaux, ni au libre accès aux immeubles, aux bouches d'incendie, etc..

ARTICLE 6 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 : Le requérant supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence des travaux effectués par l'administration dans l'intérêt de la voirie.

ARTICLE 8 : La présente autorisation est révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire des conditions précitées des dispositions de l'arrêté municipal susvisé ou par toute autre raison d'intérêt général.

Les sanctions administratives seront exécutées sans préjudice des sanctions pénales qui pourraient s'appliquer.

ARTICLE 9 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 10 : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire Central de Police, et Monsieur le Directeur de la Direction de la Police Municipale de la Mairie, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de Béziers, le **26 DEC 2017**



Robert MENARD
Pour le Maire par délégation
l'Adjointe Déléguée

Pour Le Maire et par Délégation
L'Adjoint Délégué
Didier BRESSON

Odette DORIER
Adjointe chargée de la Voirie, des Transports
du Stationnement et de la Signalétique



Notifié le Notification reçue le Publié le 26 DEC 2017 Certifié exécutoire, le Maire	Partie réservée au visa de la Sous-Préfecture
---	--

Service : Voirie

POLICE DE CIRCULATION

rue Léopold Dauphin
stationnement et circulation interdits

Le Maire de la Ville de Béziers,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2213-1 à L2213-6, L2212-2, L2212-5, L3221-4,

VU le Code de la Route, notamment les articles R417-10, R417-11 et L411-1,

VU le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L113-2, L115-1, L116-1 et suivants et R116-2,

VU le Code Pénal, notamment l'article 131-13

VU l'arrêté municipal du 14 Novembre 1955 sur la police de la circulation et du stationnement modifié,

VU le règlement de voirie adopté par délibération du Conseil Municipal du 25 février 2008,

VU la demande de ENEDIS, en date du 19 Décembre 2017, qui souhaite effectuer des travaux de renouvellement BTA poste Casimir Péret, en occupant temporairement le domaine public rue Léopold Dauphin.

CONSIDERANT qu'il importe de prendre les mesures nécessaires afin de préserver la sécurité des usagers de la voie publique,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : à compter du 10 Janvier 2018 et jusqu'au 19 Janvier 2018,

rue Léopold Dauphin : le stationnement et la circulation seront interdits et ce avec enlèvement immédiat des véhicules en fonction de l'avancement des travaux, l'accès aux riverains sera maintenu.

ARTICLE 2 : Dans le cas de déviations nécessaires ou de neutralisation des rues adjacentes rendues nécessaires pour l'application du présent arrêté, le requérant mettra en place la signalisation correspondante et les dispositifs de sécurité à destination des usagers, et en assurera la maintenance afin de garantir la circulation.

ARTICLE 3 : Les panneaux matérialisant ces mesures et la publicité par voie d'affichage seront mis en place par le requérant 7 jours avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : Le stationnement des véhicules en infraction aux dispositions du présent arrêté est déclaré gênant au titre de l'article R417-10 du Code de la Route.

ARTICLE 5 : Les services de police sont habilités à procéder à l'enlèvement de tout véhicule en infraction aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif, dans le délai de deux mois, à compter de sa notification.

ARTICLE 8 : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire Central de Police, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de Béziers, le

26 DEC 2017



Robert MENARD
Pour le Maire par délégation
L'Adjointe déléguée

Odette DORIER
Adjointe chargée de la Voirie, des Transports,
du Stationnement et de la Signalétique

Pour Le Maire et par Délégation
L'Adjoint Maire
Didier BRESSON



<p>Notifié le</p> <p>Notification reçue le</p> <p>Publié le 26 DEC 2017</p> <p>Certifié exécutoire, le Maire</p>	<p>Partie réservée au visa de la Sous-Préfecture</p>
--	--

Service : Voirie

POLICE DE LA CIRCULATION

rue Jacques Renouvin

chaussée rétrécie - stationnement interdit - stationnement autorisé pour les véhicules de chantier

Le Maire de la Ville de Béziers,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-2, L.2212-5, L.2213-1 et L.2213-6 ;

VU le Code de la Route, notamment ses articles L. 411-1 et R. 417-9 et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L.113-2, L.116-1 et suivants et R.116-2 ;

VU le Code Pénal, notamment les articles 131-13 et R.610-5 ;

VU le Code de Procédure Pénal, notamment les articles 529 et suivants et R.48-1 et suivants ;

VU l'Arrêté Municipal du 14 novembre 1955 sur la police de la circulation et du stationnement modifié ;

VU le règlement de voirie adopté par délibération du Conseil Municipal du 25 février 2008 ;

VU la demande de Société Nouvelle SANCHIS, en date du 19 Décembre 2017, qui souhaite effectuer des travaux de raccordement électrique, en occupant temporairement le domaine public, rue Jacques Renouvin

CONSIDERANT qu'il importe de prendre les mesures nécessaires afin de préserver la sécurité des usagers de la voie publique.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Le 12 Janvier 2018,

Au droit du n°2 rue Jacques Renouvin :

- la chaussée sera rétrécie
- le stationnement sera interdit 10 mètres de part et d'autre du chantier et uniquement autorisé pour les véhicules de chantier de l'entreprise Sanchis et ce avec enlèvement immédiat des véhicules en fonction de l'avancement des travaux.

ARTICLE 2 : Dans le cas de déviations nécessaires ou de neutralisation des rues adjacentes rendues nécessaires pour l'application du présent arrêté, le requérant mettra en place la signalisation correspondante et les dispositifs de sécurité à destination des usagers, et en assurera la maintenance afin de garantir la circulation.

ARTICLE 3 : Les panneaux matérialisant ces mesures et la publicité par voie d'affichage seront mis en place par le requérant 7 jours avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : Le stationnement des véhicules en infraction aux dispositions du présent arrêté est déclaré gênant au titre de l'article R. 417-10 du Code de la Route.

ARTICLE 5 : Les services de la police sont habilités à procéder à l'enlèvement de tout véhicule en infraction aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 8 : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire Central de Police, et Monsieur le Directeur de la Direction de la Police Municipale de la Mairie, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de Béziers, le

26 OCT 2017



Robert MENARD
Pour le Maire par délégation
l'Adjointe Déléguée

Odette DORIER
Adjointe chargée de la Voirie, des Transports
du Stationnement et de la Signalétique

Pour Le Maire et par Délégation
L'Adjoint Délégué
Didier BRESSON



<p>Notifié le</p> <p>Notification reçue le</p> <p>Publié le 26 DEC 2017</p> <p>Certifié exécutoire, le Maire</p>	<p>Partie réservée au visa de la Sous-Préfecture</p>
---	--

Service : Voirie

POLICE DE LA CIRCULATION

avenue Blattes - avenue Pierre de Coubertin - CR 123

chaussée rétrécie - circulation alternée par feux de chantier - stationnement interdit - stationnement autorisé pour les véhicules de chantier **ABROGATION**

Le Maire de la Ville de Béziers,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-2, L.2212-5, L.2213-1 et L.2213-6 ;

VU le Code de la Route, notamment ses articles L. 411-1 et R. 417-9 et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L.113-2, L.116-1 et suivants et R.116-2 ;

VU le Code Pénal, notamment les articles 131-13 et R.610-5 ;

VU le Code de Procédure Pénal, notamment les articles 529 et suivants et R.48-1 et suivants ;

VU l'Arrêté Municipal du 14 novembre 1955 sur la police de la circulation et du stationnement modifié ;

VU le règlement de voirie adopté par délibération du Conseil Municipal du 25 février 2008 ;

VU l'arrêté N°2143 publié le 25 Octobre 2017,

VU la demande de la SOBECA, en date du 19 Octobre 2017, qui souhaite effectuer des travaux de création d'un giratoire élargissement du CR 123, en occupant temporairement le domaine public, avenue Blattes, avenue Pierre de Coubertin et CR 123

CONSIDERANT qu'il importe de prendre les mesures nécessaires afin de préserver la sécurité des usagers de la voie publique.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : l'arrêté N° 2143 publié le 25 Octobre 2017 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

ARTICLE 2 : A compter du 22 Janvier 2018 et jusqu'au 31 Mars 2018,

avenue Blattes :

- la chaussée sera rétrécie et la circulation sera alternée par feux de chantier
- le stationnement sera interdit et uniquement autorisé pour les véhicules de chantier et ce avec enlèvement immédiat des véhicules en fonction de l'avancement des travaux.

avenue Pierre de Coubertin :

- la chaussée sera rétrécie et la circulation sera alternée par feux de chantier
- le stationnement sera interdit et uniquement autorisé pour les véhicules de chantier et ce avec enlèvement immédiat des véhicules en fonction de l'avancement des travaux.

CR 123 :

- la chaussée sera rétrécie et la circulation sera alternée par feux de chantier
- le stationnement sera interdit et uniquement autorisé pour les véhicules de chantier et ce avec enlèvement immédiat des véhicules en fonction de l'avancement des travaux.

ARTICLE 3 : Dans le cas de déviations nécessaires ou de neutralisation des rues adjacentes rendues nécessaires pour l'application du présent arrêté, le requérant mettra en place la signalisation correspondante et les dispositifs de sécurité à destination des usagers, et en assurera la maintenance afin de garantir la circulation.

ARTICLE 4 : Les panneaux matérialisant ces mesures et la publicité par voie d'affichage seront mis en place par le requérant 7 jours avant le début des travaux.

ARTICLE 5 : Le stationnement des véhicules en infraction aux dispositions du présent arrêté est déclaré gênant au titre de l'article R. 417-10 du Code de la Route.

ARTICLE 6 : Les services de la police sont habilités à procéder à l'enlèvement de tout véhicule en infraction aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 9 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire Central de Police, et Monsieur le Directeur de la Direction de la Police Municipale de la Mairie, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de Béziers, le

26 DEC 2017



Robert MENARD
Pour le Maire par délégation
l'Adjointe Déléguée

Odette DORIER
Adjointe chargée de la Voirie, des Transports,
du Stationnement et de la Signalétique

Pour Le Maire et par Délégation
L'Adjoint au Maire
Didier DRESSON



<p>Notifié le</p> <p>Notification reçue le 26 DEC 2017</p> <p>Publié le</p> <p>Certifié exécutoire, le Maire</p>	<p>Partie réservée au visa de la Sous-Préfecture</p>
---	--

Service : Voirie

POLICE DE LA CIRCULATION
INSTALLATION D'UNE GRUE ET
AUTORISATION DE SURVOL DU DOMAINE PUBLIC
chantier Zac du Nord rue Alphonse Daudet et avenue Jean Moulin

Le Maire de la Ville de Béziers,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2211-1, portant dispositions générales,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2212-5, portant sur la Police Municipale,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2213-1 et L.2213-2, portant sur la Police de la circulation et du stationnement,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2214-3, portant sur les dispositions applicables dans les Communes où la Police d'état est instituée,
VU le Code du Travail,

CONSIDERANT que l'implantation des engins de levage, autres que les ascenseurs et monte-charge, sur le territoire communal de la Ville de Béziers nécessite la prise de mesures réglementaires, en matière de survol du domaine public, mais aussi sur les contrôles de montage et de mise en service de la grue, pour assurer la sécurité publique,

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité municipale de rappeler et de prescrire toutes les mesures propres à assurer la sécurité, la sûreté et la commodité de passage et de stationnement dans les rues, places et autres lieux publics,

CONSIDERANT les dangers potentiels présentés par l'installation d'engin de levage en bordure des voies publiques,

VU la demande de Forbat SAS, en date du 14 Décembre 2017, pour être autorisée à installer temporairement une grue, avec une survol du domaine public,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Forbat SAS, sise 159,rue du Thor – 34000 Montpellier , est autorisée à installer une grue, de marque POTAIN type MD 175B, pouvant supporter une charge maximale de 8 tonnes, avec une hauteur de 50 m, une longueur de flèche de 50 m, une hauteur de sous crochet de 24,40m,
dans le cadre des travaux de construction d'une nouvelle résidence

ARTICLE 2 : Aucune charge ne devra surplomber le domaine public (voies et trottoirs). Les survols par les charges sont strictement limités à l'emprise du chantier. Le survol ou le surplomb par les charges, de voie publique ou de voie privée ouverte à la circulation publique ou de propriétés privées voisines (sauf accord contractuel avec leurs propriétaires), situées hors de l'emprise autorisée du chantier est formellement interdit. Aucune charge ne doit être laissée au crochet pendant les heures de fermeture du chantier. La grue mise en girouette doit être libre de charge.

ARTICLE 3 : La présente autorisation permet l'utilisation de la grue, mais ne peut en aucun cas faire obstacle aux droits des tiers.

ARTICLE 4 : **La présente autorisation est accordée du 22 Janvier 2018 au 30 Novembre 2018.** La durée de l'autorisation est limitée par la validité maximale de 1 (un) an, à compter de la vérification effectuée par l'organisme agréé. En conséquence, passée cette date de validité, une nouvelle demande devra être faite.

ARTICLE 5 : Aucun chargement ou déchargement de matériaux ne sera autorisé sur la voie publique.

ARTICLE 6 : Le maître d'œuvre devra se conformer aux règles d'emploi et aux conditions de sécurité prévues par tous les règlements et normes en vigueur auxquelles doivent satisfaire la construction, le transport, le déchargement, le montage, les vérifications, le fonctionnement ainsi que le démontage des appareils de levage visés par le présent arrêté.

ARTICLE 7 : Avant la mise en service de la grue, un certificat établi par un technicien qualifié et agréé par les Services du Ministère du Travail, devra être produit. Ce certificat devra mentionner que l'appareil a satisfait sans défaillance à l'ensemble des règlements et normes en vigueur. Les appareils visés par le présent arrêté sont installés et utilisés sous l'entière responsabilité du pétitionnaire. En aucun cas, la responsabilité de la Commune ne pourra se trouver engagée du fait de la délivrance de l'autorisation de mise en place ou de mise en service des appareils.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Montpellier pendant un délai de 2 (deux) mois, à compter de sa notification ou de sa publication.

ARTICLE 9 : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire Central de Police, Monsieur le Directeur de la Police Municipale, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

26 DEC 2017

Fait en l'Hôtel de Ville de Béziers, le



Robert MENARD
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe Déléguée

~~Odette DORIER~~
Adjointe chargée de la Voirie, des Transports,
du Stationnement et de la Signalétique

Pour Le Maire et par Délégation
L'Adjoint au Maire
Didier BRESSON

CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DU CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE, LE PRÉSENT ACTE PEUT FAIRE L'OBJET, À COMPTER DE SA NOTIFICATION / PUBLICATION, D'UN RECOURS POUR EXCÈS DE POUVOIR DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF, DANS LE DÉLAI DE DEUX MOIS.

VILLE DE BÉZIER / ARRÊTÉ DU MAIRE